



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction de la citoyenneté Bureau des procédures environnementales et foncières

### Arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-153 du 15 octobre 2025

portant mise en demeure à l'encontre de la société WALOR EXTRUSION Laval située 94 rue Saint Melaine à Laval (53000), autorisée par arrêté préfectoral n°2008-P-210 du 15 février 2008 modifié, à exploiter une usine de fabrication de pièces mécaniques pour l'industrie l'automobile

**La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-P-210 du 15 février 2008 autorisant la société WALOR EXTRUSION (ex GEVELOT EXTRUSION) à exploiter une usine de fabrication de pièces mécaniques pour l'industrie automobile située 94 rue Saint Melaine à LAVAL concernant notamment les rubriques 2560, 2565 et 2920 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1386 du 31 décembre 2009 fixant des prescriptions complémentaires (modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique) à l'arrêté n° 2008-P-210 du 15 février 2008 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> septembre 2025, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu le courrier préfectoral du 17 octobre 2014 accordant à la société WALOR EXTRUSION le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 3260 (activité principale de l'établissement) de la nomenclature des ICPE ;

Vu le courrier préfectoral du 29 novembre 2021 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société GEVELOT EXTRUSION au profit de la société WALOR EXTRUSION ;

Vu l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié susvisé, fixant les valeurs limites d'émissions en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation ;

Vu l'article 59.4.4. de l'arrêté préfectoral n° 2008-P-210 du 15 février 2008 modifié susvisé, fixant les valeurs maximales admissibles à ne pas dépasser en flux et en concentration des effluents, en sortie de la station d'épuration ;

Vu l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, relatif aux installations électriques, qui dispose que :

*« Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.*

*L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.*

*Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.*

*[...] »*

Vu la visite de l'inspection des installations classées en date du 24 juin 2025 sur le site de la société WALOR EXTRUSION située 94 rue Saint Melaine à Laval (53000) ;

Vu le rapport et le courrier de l'inspection des installations classées en date du 21 juillet 2025, transmis par courrier à l'exploitant à la suite de la visite du 24 juin 2025, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement et engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection des installations classées le 21 juillet 2025 à la préfète de la Mayenne, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date du 21 juillet 2025, transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à la société WALOR EXTRUSION et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses éventuelles observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et notifié le 25 juillet 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti, sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé qui lui a été transmis ;

Considérant que les activités de la société WALOR EXTRUSION sont dûment autorisées par l'arrêté préfectoral du 15 février 2008 modifié, susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 24 juin 2025 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

\* L'exploitant a présenté au titre du contrôle par un organisme compétent de ses installations électriques,

- le compte-rendu Q18 du 23/12/2024 réalisé par l'APAVE. Ce compte-rendu indique une vérification partielle des installations électriques et fait état de la présence de 32 non-conformités et/ou anomalie pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion dont :

- ✓ 4 ayant déjà été signalées en 2020 ;
- ✓ 5 ayant déjà été signalées en 2021 ;
- ✓ 4 ayant déjà été signalées en 2022 ;
- ✓ 11 ayant déjà été signalées en 2023.

- le compte-rendu Q19 n° 2171667.01 du 09/12/2024 réalisé par l'APAVE. Ce compte-rendu indique que la liste des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarés ne correspond pas à l'intégralité des entités et/ou ensembles d'installations et mentionne la présence de 6 anomalies dont :

- ✓ 1 anomalie de priorité 1 ;
- ✓ 4 anomalies de priorité 2 ;
- ✓ 1 anomalie de priorité 3.

Il est indiqué qu'au regard des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage, et compte tenu de leurs conditions d'utilisation et de sollicitation au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent.

\* L'exploitant a transmis via l'outil GIDAF les résultats de son autosurveillance concernant ses eaux industrielles après traitement et il a été constaté :

- Sur l'année 2024 de nombreux dépassements des valeurs limites d'émission (VLE), en concentration et en flux, pour les paramètres suivants :
  - ✓ Nitrites : concentration et flux maximums mesurés le 02/10/2024 respectivement de 38 mg/L et 3,838 kg/j (VLE : 5 mg/L et 0,6 kg/j) ;

- ✓ Fer : concentration et flux maximums mesurés le 23/10/2024 respectivement de 63,5 mg/L et 2,3495 kg/j (VLE : 5 mg/L et 0,6 kg/j) ;
  - ✓ Manganèse : concentration et flux maximums mesurés le 27/02/2024 respectivement de 12,6 mg/L et 0,9198 kg/j (VLE : 0,1 mg/L et 0,012 kg/j) ;
  - ✓ Molybdène : concentration maximale mesurée le 24/09/2024 à 0,661 mg/L et flux maximal mesuré le 29/08/2024 à 0,0318 kg/j (VLE : 0,1 mg/L et 0,012 kg/j) ;
  - ✓ Zinc : concentration maximale mesurée le 23/10/2024 à 12,6 mg/L et flux maximal mesuré le 03/09/2024 à 1,0492 kg/j (VLE : 3 mg/L et 0,360 kg/j).
- Sur l'année 2025 (de janvier à mai 2025) de nombreux dépassements des valeurs limites d'émission (VLE), en concentration et en flux, pour les paramètres suivants :
- ✓ Nitrites : concentration et flux maximums mesurés le 19/03/2025 respectivement de 22 mg/L et 0,99 kg/j (VLE : 5 mg/L et 0,6 kg/j) ;
  - ✓ Fer : concentration et flux maximums mesurés le 29/04/2025 respectivement de 447 mg/L et 32,631 kg/j (VLE : 5 mg/L et 0,6 kg/j) ;
  - ✓ Manganèse : concentration et flux maximums mesurés le 27/03/2025 respectivement de 20 mg/L et 0,94 kg/j (VLE : 0,1 mg/L et 0,012 kg/j) ;
  - ✓ Molybdène : concentration et flux maximums mesurés le 23/05/2025 respectivement de 1,32 mg/L et 0,062 kg/j (VLE : 0,1 mg/L et 0,012 kg/j) ;
  - ✓ Zinc : concentration maximale mesurée le 30/04/2025 à 20,7 mg/L et flux maximum mesurés le 27/03/2025 à 0,6956 kg/j (VLE : 3 mg/L et 0,360 kg/j) ;
  - ✓ Nickel : concentration maximale mesurée le 27/03/2025 à 2 200 mg/L (VLE : 2 mg/L).

Considérant que les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état puisque le compte-rendu Q18 du 23 décembre 2024 mentionne des risques d'incendie et d'explosion et le compte-rendu Q19 du 9 décembre 2024 mentionne 6 anomalies (1 de priorité 1 à action immédiate et 4 de priorité 2, et une de priorité 3), et qu'au regard des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage, et compte tenu de leurs conditions d'utilisation et de sollicitation au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent ;

Considérant qu'aucune action corrective significative n'a été engagée par l'exploitant en vue de prévenir les dépassements des Valeurs Limites d'Émission (VLE) constatés sur les années 2024 et 2025 concernant le rejet des effluents aqueux de son procédé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de :

- l'article 66 – Installations électriques - de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;
- l'article 59.4.4 - Valeurs limites de rejets - de l'arrêté préfectoral n° 2008-P-210 du 15 février 2008 modifié susvisé.

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société WALOR EXTRUSION de respecter les dispositions de l'article 66 – Installations électriques – de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé et de l'article 59.4.4 - Valeurs limites de rejets - de l'arrêté préfectoral n° 2008-P-210 du 15 février 2008 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant, qui a été invité, dans le cadre de la procédure contradictoire, à émettre éventuellement des observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fait part d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé qui lui a été soumis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

## A R R Ê T E

**ARTICLE 1 :** la société WALOR EXTRUSION exploitant une installation de fabrication de pièces mécaniques pour l'industrie automobile située 94 rue Saint Melaine à Laval (53000) est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de :

- l'article 66 - Installations électriques – de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié en :
  - ✓ Mettant en œuvre des actions correctives sur les non-conformités et anomalies mises en évidence dans les rapports de vérifications électriques Q18 du 23 décembre 2024 et Q19 du 9 décembre 2024 pouvant conduire à un risque d'incendie ou d'explosion ;
  - ✓ Justifiant la levée des non-conformités et anomalies mises en évidence dans les rapports de vérifications électriques Q18 du 23 décembre 2024 et Q19 du 9 décembre 2024 pouvant conduire à un risque d'incendie ou d'explosion en réalisant un nouveau contrôle de ses installations électriques en présentant par exemple un rapport Q18 complet avec coupure totale pour l'ensemble de son site, ne mentionnant plus de risque d'incendie et d'explosion et un rapport Q19 ne mentionnant plus les anomalies relevées en 2024.
- l'article 59.4.4 - Valeurs limites de rejets – de l'arrêté préfectoral n° 2008-P-210 du 15 février 2008 modifié en :
  - ✓ transmettant sur une période représentative au moins mensuelle des résultats de mesures conformes corroborés par un contrôle externe par un laboratoire agréé et en :
    - justifiant du bon dimensionnement des installations de traitement des effluents industriels et d'une maintenance régulière ;
    - transmettant les procédures nécessaires permettant d'assurer la fiabilité et la reproductibilité des pratiques d'échantillonnage et de mesures de débit, et les enregistrements démontrant leur adéquation conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement.

**ARTICLE 2 :** l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**ARTICLE 3 :** dans le cas où l'une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4 :** l'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

#### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception.

#### **ARTICLE 6**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général  
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.



**ANNEXE à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure  
à l'encontre de la société WALOR EXTRUSION située à Laval (53000)**

**Article L. 171-8 du code de l'environnement**

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Sous réserve du 6° du I de l'article L. 643-8 du code de commerce, cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 45 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et troisième alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

*L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.*